

BOUIRA

Des demandeurs de logement s'en remettent au wali

Moins de 24 heures après sa sortie sur terrain pour inspecter les différents projets de logements de type LPA ou logement promotionnel aidé, confiés aux deux organismes étatiques AWGRFU et OPGI, et destinés à une catégorie de fonctionnaires dont le salaire mensuel est supérieur à 24 000 dinars, les citoyens demandeurs de logement de type LPL, communément appelés logements sociaux, destinés aux catégories sociales les plus vulnérables, sans revenus ou ayant un revenu inférieur à 24 000 dinars par mois, ont organisé ce mardi matin un énième rassemblement devant le siège de la daïra de Bouira.

Yazid Yahiaoui - Bouira – (Le Soir) - Cependant et contrairement aux fois précédentes où ces dizaines de protestataires deman-

daïra et du P/APC de Bouira pour être confié au wali.

Selon certains protestataires rencontrés sur les lieux, les différentes promesses jamais tenues, la manière d'étudier ces dossiers et l'élaboration des listes des bénéficiaires, toujours contestées, ont fait qu'aujourd'hui les demandeurs de logement n'ont plus confiance en ces deux responsables. Aussi,

selon ces protestataires, les propos du wali de Bouira, Nacer Maskri, qui avait, au mois de juin dernier à travers la presse, affirmé que les 600 logements sociaux en cours de construction seront fin prêts aux environs du mois de novembre, ont largement réconforté les demandeurs de logement, surtout ceux qui ont toujours été oubliés et marginalisés lors des précédents quotas à cause de considérations «trop subjectives». Et puisque les propos du wali les ont rassurés, ces protestataires ont affirmé hier que désormais, et pour avoir le cœur net sur la transparence et l'équité dans la future distribution, ils demandent à ce que la liste soit élaborée par les services de la wilaya et non de la daïra. Une demande difficile à satisfaire quand on sait que la commission d'attribution des logements est instituée par un décret, à savoir le décret exécutif n°04-334 du 24

octobre 2004 modifiant le décret exécutif n°98-42 du 1^{er} février 1998 définissant les conditions et les modalités d'accès aux logements publics locatifs à caractère social, mais, vu l'insistance de ces dizaines de contestataires sur ce point, le wali de Bouira est largement interpellé pour asseoir les conditions idéales d'une attribution en toute transparence. Et en premier lieu, l'association de représentants de ces protestataires au sein de cette commission d'attribution afin que l'étude des dossiers soit faite dans les règles. Pour rappel, au mois de juin lors d'un point de presse organisé par le wali, celui-ci avait déclaré que les 600 logements sociaux qui seront fin prêts avant la fin de l'année en cours seront réservés aux demandeurs de logement qui sont vraiment dans le besoin et que l'attribution se fera dans la transparence totale. Parmi les cas priori-

taires, le wali qui avait parlé de près de 10 000 dossiers déposés avait cité, entre autres, les familles qui avaient été recasées durant le début des années 2000 dans un même F3 avec, dans certains cas, deux familles qui n'ont aucun lien de parenté. Autre cas évoqué par le wali, celui des familles nombreuses qui ont été recasées dans un seul appartement et dont les enfants, une fois mariés et ayant eu des enfants, deviennent, lorsque ces nouveaux pères de famille n'ont plus de travail ou un travail précaire, des cas sociaux qu'il faut vraiment prendre en charge en priorité.

Ce sont généralement ces pères de famille cités par le wali qui défilent le plus souvent devant les sièges de la daïra et de la wilaya, chaque mardi. Espérons que la future attribution de logements soit une délivrance pour eux.

Y. Y.

M'SILA

Le sachet de lait à 35 DA

Des revendeurs et des commerçants d'alimentation générale dans la commune de Slim, sise à 50 km au sud de la ville de Bou Saâda, qui profitent de l'occasion de la fête de l'Aïd el-Kébir pour faire perdurer la crise de cette matière de première nécessité pour le citoyen, et continuent à élever le prix du sachet de lait pour le céder à 35 DA au lieu de 25 DA, un prix fixe dans tout le pays, puisque ce produit fait partie des aliments subventionnés par l'Etat.

En outre, ces véreux commerçants imposent à leurs clients de prendre un sachet de petit lait (leben) pour pou-

voir acquérir trois sachets de lait ; une règle qui nous fait rappeler le temps des «Souk el Fellah» qui imposaient des produits invendus lors de l'achat d'une marchandise qui faisait l'objet de pénurie, tel que acheter deux boîtes de tomates à condition de les prendre ouvertes (pour ne pas les revendre au marché noir) et de prendre en plus une pioche, nous fait savoir un citoyen très révolté par cette situation qui a commencé une semaine avant la fête de l'Aïd el-Kébir et perdure jusqu'à ce jour, apprend-on de quelques citoyens de la région. A signaler que le premier responsable administratif de la laiterie «Hodna-lait», contacté pour éclaircir ce problème qui a touché plusieurs villes de la wilaya depuis la fête de l'Aïd, M. Dilmil Smail,

nous a fait savoir que son usine n'a pas changé de rythme de production livrant presque 200 000 litres/jour, en se référant aux instructions de l'Onil, et cette quantité est livrée d'une manière ponctuelle à 6 dépositaires répartis à travers la wilaya, comme elle assure l'alimentation de deux autres wilayas aux côtés de M'sila, à savoir BBA et Oued Souf, ajoute ce responsable.

Ce qui éloigne toute accusation de réduction de production et déduit une autre supputation qui incombe au consommateur qui continue à emmagasiner ce produit de peur d'une pénurie, notamment en période de circonstances occasionnelles.

A. Laïdi

ORAN

Les douanes sévissent contre l'importation de produits pyrotechniques

En marge d'une rencontre prévue ce mardi à l'Ecole des douanes d'Oran, sur la dangerosité des produits pyrotechniques et de leurs manipulations, le chef de division du port d'Oran a rappelé la saisie de 6 millions d'unités de produits pyrotechniques.

Cette quantité saisie en trois opérations distinctes a eu lieu au premier semestre 2016, et a pu être menée grâce à la vigilance des douanes et au scanner, révélant la présence de la marchandise frauduleuse dans six conteneurs en provenance de Chine.

La fouille effectuée au niveau de la zone extraportuaire par la suite a confirmé la présence des produits pyrotechniques interdits d'importation, dissimulés au

milieu d'une cargaison de marchandises.

Pour le responsable des douanes, il ne fait aucun doute qu'il y avait bien intention de frauder : «Les produits pyrotechniques étaient dissimulés au milieu du conteneur, derrière les premières rangées de carton, et alors que la déclaration des produits importés était sommaire. Généralement, ils déclarent de la quincaillerie ou des manches à

balai pour faire passer ces produits dangereux».

L'affaire est toujours en cours et pendante en justice alors que des amendes avoisinant les 15 milliards de centimes ont été prises à l'encontre des importateurs frauduleux.

L'on nous expliquera encore que lors de leur formation, les douaniers ont un cycle consacré à la manipulation de ces produits dangereux. D'ailleurs, le danger de ces produits dépasse le cadre des accidents domestiques puisqu'il s'agit aussi d'une question de sécurité nationale comme souligné.

Fayçal M.

Workshop en design d'espace

Les étudiants en architecture et en beaux-arts, les artistes et les designers professionnels prennent part les 23, 24 septembre et ce jusqu'au 1^{er} octobre 2016 à un workshop en design d'espace.

Cet évènement est organisé dans le cadre du projet patrimoine qui appuie la protection et la valorisation du patrimoine culturel algérien. C'est à l'initiative de l'association Santé Sidi El Houari que ce workshop aura lieu au pôle socioculturel. Un lieu qui rassemble des espaces d'expression artistique et culturelle. Pour les organisateurs, cet espace représente une valeur ajoutée à toutes leurs actions. «Il a pour objectif de promouvoir la participation des jeunes à la vie socioculturelle et l'éducation à la citoyenneté par l'acquisition pratique de connaissances, compétences, attitudes et valeurs à travers des activités formatives, sportives, culturelles et contribue à leur insertion sociale.»

Au programme de ce workshop des ateliers de travail en groupes, sur des thèmes divers tels le patrimoine, l'art et la culture, l'environnement et la santé. Tout cela a pour but de favoriser l'échange entre étudiants et l'éducation au patrimoine. Pour l'association SDH, ce workshop est l'occasion d'aller une fois de plus sur le terrain et de joindre le geste à la parole. Ainsi, il sera question de la restauration d'un lieu historique constitué des bains dits du bey Bouchlaghem (1708) et de l'hôpital du campement militaire (1838).

Ces trois journées d'échange seront couronnées par la désignation du meilleur projet réalisé. Une distinction qui sera décidée par un jury constitué d'enseignants en architecture, en beaux-arts et de professionnels du design.

Amel Bentolba